

# **Cfdt: ÉCLAIRAGE**

## NOTE DE CONJONCTURE

### **CHANGEMENT DU RÉGIME DE CROISSANCE**



**Alors qu'un nouveau régime de croissance faible semble s'installer pour l'économie française, la politique budgétaire confirme le choix de l'austérité. Cela devrait provoquer une nouvelle baisse de l'investissement et une hausse du chômage, dans un contexte où la transition écologique n'est toujours pas financée.**

## 1) Installation d'un nouveau régime de croissance basse et de faible inflation

Après 2 % en 2024, l'inflation devrait s'établir à 1 % en 2025 puis 1,4 % en 2026<sup>1</sup>. Après le pic inflationniste en 2022-2023<sup>2</sup>, la baisse de l'inflation (qui ne signifie pas une baisse des prix, mais des prix qui augmentent moins vite) est principalement due à la décrue de l'inflation énergétique et alimentaire.

Pour autant, cela n'efface pas la hausse de plus de 14 % des prix observée au cours des quatre dernières années selon l'OFCE (dont 24 % pour les prix de l'énergie et 23 % pour l'alimentaire).

**Cette décrue de l'inflation est-elle une bonne nouvelle pour les travailleurs ? Rien n'est moins sûr, car en même temps un nouveau régime de faible croissance économique semble s'installer.**

L'inflation passée a été en partie causée par des « chocs » dits « externes ». Il s'agit par exemple de la reprise rapide des échanges mondiaux à la suite de la pandémie de Covid-19 ayant entraîné une perturbation des chaînes d'approvisionnement (facilitant une hausse spectaculaire du prix du fret maritime, contrôlé par quelques entreprises, par exemple). En cause également, la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine entraînant des sanctions occidentales sur les exportations énergétiques russes, faisant augmenter les prix du gaz et de l'électricité en Europe et les importations de GNL américain

(plus cher). Les chocs énergétiques ont également été amplifiés par les guerres d'Israël contre plusieurs pays au Moyen-Orient, notamment en Iran et au Yémen (contrôlant une partie du trafic mondial passant par la mer Rouge) et au Qatar. En revanche, les guerres meurtrières en Palestine, au Liban et en Syrie n'ont que faiblement impacté les prix de l'énergie en France, même si elles détruiront durablement les capacités de subsistance économique de la région.



*Inflation et croissance économique en baisse :  
quelles conséquences ?*

**Les « chocs externes » représentent toutefois une partie minoritaire des causes récentes de l'inflation.** Tant le Fonds monétaire international (FMI)<sup>3</sup> que la Banque centrale européenne (BCE)<sup>4</sup> reconnaissent que l'inflation s'explique majoritairement par les profits de certaines (grandes) entreprises. La hausse des prix a donc été causée par une hausse des marges, non justifiée

<sup>1</sup> La Banque de France estime l'IPCH (Indice des prix harmonisés à la consommation) à 1,3% en 2026 ; <https://www.banque-france.fr/fr/publications-et-statistiques/projections-macroeconomiques-decembre-2025>

<sup>2</sup> L'indice des prix à la consommation avait augmenté de 5,2% en 2022 et 4,9% en 2023 ; <https://www.ofce.sciences-po.fr/prev/prev2509/> ; <https://www.insee.fr/fr/statistiques/8672062>

<sup>3</sup>

<https://www.imf.org/en/publications/wp/issues/2023/06/23/euro-area-inflation-after-the-pandemic-and-energy-shock-import-prices-profits-and-wages-534837?cid=bl-com-WPIEA2023131>

<sup>4</sup> [https://www.ecb.europa.eu/press/economic-bulletin/focus/2023/html/ecb.ebbox202304\\_03-705befadac.en.html](https://www.ecb.europa.eu/press/economic-bulletin/focus/2023/html/ecb.ebbox202304_03-705befadac.en.html)

par une hausse des coûts de production. La focalisation erronée sur la « boucle prix-salaire », largement reconnue comme inexistante, reflète un phénomène plus profond : la réallocation de la valeur ajoutée<sup>5</sup> des salaires vers les profits.

**Très concrètement, ce problème a été vécu de manière douloureuse par les travailleurs sous la forme de pertes de salaires réels.**

En dépit des hausses salariales en 2024-2025 (le salaire moyen par tête réel progresserait de 1,0 % en 2025 et +0,8% en 2026 selon l'OFCE), les salaires ne devraient retrouver leur niveau de 2021 qu'en 2027 environ, soit sept années où les salaires (compte tenu de l'inflation) seront plus faibles qu'ils ne l'étaient au plus fort de la pandémie. Les pertes salariales antérieures ne seront toujours pas restaurées en 2026, et cela pèse sur le pouvoir d'achat des travailleurs mais aussi sur la dynamique économique générale.

**On observe une baisse de la rémunération des travailleurs (par rapport à la valeur ajoutée).**

**Cela signifie qu'une part plus importante qu'auparavant de la valeur ajoutée est captée par le capital plutôt que par le travail** (voir graphique « évolution de la part du travail dans la valeur ajoutée »). Les perspectives pour 2026 et 2027 ne sont guère rassurantes pour les travailleurs, puisque la part du travail devrait baisser de 0,7% en 2 ans.

Selon les estimations de la Confédération européenne des syndicats<sup>6</sup> (CES),

la transmission des revenus du travail au capital représente une redistribution massive des revenus au sein de l'économie européenne. D'après les données de la Commission européenne (DG ECFIN), le déficit annuel moyen des revenus salariaux depuis 2015 s'élèverait à environ 298 milliards d'euros, soit près de 3 000 milliards d'euros au total – soit à peu près le PIB allemand. En utilisant les données d'Eurostat, lesquelles excluent les travailleurs indépendants, l'estimation, plus prudente, atteint 1 800 milliards d'euros<sup>7</sup> (soit davantage que le PIB espagnol).

**Plusieurs facteurs ont causé ce phénomène :**

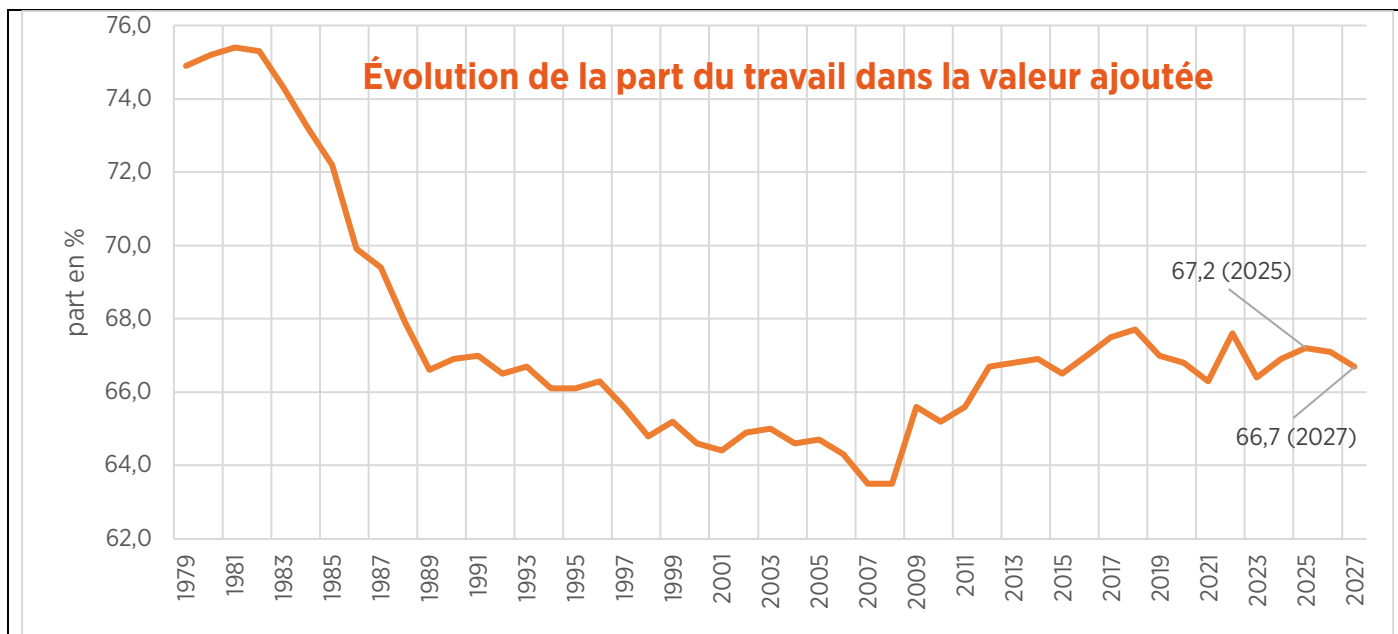
- **la financiarisation** a déplacé les priorités vers les dividendes et les rachats d'actions, affaiblissant les liens entre salaires et profits ;
- **La moindre présence syndicale et les emplois précaires** ont érodé le pouvoir de négociation des travailleurs ;
- **Les délocalisations** ont aussi pu réduire le pouvoir des travailleurs au niveau national, en exerçant une pression soutenue à la baisse des salaires ;
- **Les règles européennes de compétitivité concentrées exclusivement sur les coûts** ont institutionnalisé la course au moins disant social, notamment par la dévaluation interne en Europe du Sud. La convergence sociale par le haut n'a pas été suffisamment promue et institutionnalisée.

<sup>5</sup> La somme des valeurs ajoutées pendant un an représente le Produit intérieur brut (PIB).

<sup>6</sup> <https://www.etuc.org/en/publication/etuc-macroeconomic-outlook-2025>

<sup>7</sup> Malgré ces différences méthodologiques, les deux sources pointent vers la même réalité : une érosion persistante de la part

du travail dans la valeur ajoutée et un transfert structurel des revenus des travailleurs vers le capital. Le modèle économique postpandémique s'est éloigné du « conserver et réinvestir » pour adopter un régime de « réduction et distribution », dans lequel les bénéfices sont redirigés vers les marchés financiers et les actionnaires.



Source : Ameco (Commission européenne) ; *Adjusted wage share, percentage of GDP at current factor cost (ALCD2)*.

Ainsi, même si l'inflation tend à se « normaliser » en 2026-2027, la phase d'inflation tirée par les profits a laissé des marques durables dans toute l'économie, et pas seulement à court-terme dans les paniers de consommation.

**L'économie française souffre d'un déficit chronique de sous-consommation entraînant un sous-investissement des entreprises du secteur privé**, puisque les perspectives de vendre la production est plus faible qu'auparavant. Moins de production, c'est aussi moins de dépenses (salaires, matières premières...) donc moins de consommation. Et le commerce mondial, du fait de son atonie, n'est plus là pour soutenir la croissance française.

## 2) Avec une baisse continue de l'investissement, l'économie française confirme son entrée progressive dans le cercle vicieux de l'austérité

Le problème n'est pas seulement que la part du travail dans la valeur ajoutée soit inférieure à sa moyenne de long terme, **le souci est aussi celui de l'utilisation des revenus du capital**. Ce transfert des revenus vers le capital n'a pas déclenché d'augmentation significative de l'investissement privé, reflétant une transformation structurelle et politique.

**Les profits sont de plus en plus redistribués aux actionnaires au lieu d'être réinvestis dans la capacité productive**. Ce déséquilibre entre accumulation et investissement est devenu structurel, sapant l'innovation, la décarbonation et la création d'emplois. Certes, après -2,4% en 2024 et -0,8% en 2025, le taux d'investissement des entreprises devrait augmenter de 1,4% en 2026 selon l'Insee, en partie grâce à la baisse des coûts

de financement depuis 2024<sup>8</sup>, mais il peine à retrouver ses niveaux antérieurs. Cela confirme que le problème se situe du côté de la demande, c'est-à-dire des salaires trop bas et une dépense publique terne.

**Plus généralement, la capacité d'investissement générée par l'activité européenne est redirigée vers l'extérieur :** en termes macroéconomiques, l'Europe est devenue un exportateur net d'épargne, qui est canalisée dans les paradis fiscaux et les autres puissances mondiales (États-Unis en tête).

**Ce déficit d'investissement impacte négativement et significativement la croissance européenne**, tout en empirant notre bilan énergétique et climatique en favorisant les importations carbonées.



*Une part trop importante de l'épargne européenne est investie hors Europe.*

Pour la France, après 1,1% en 2024, la croissance économique ne devrait guère augmenter : 0,9% en 2025 selon la Banque de France et 1% en 2026. Selon l'OFCE, *« la croissance a changé de nature. Tirée depuis deux ans par l'amélioration du commerce extérieur ainsi que*

*la consommation et l'investissement publics, la croissance des six premiers mois de 2025 a été clairement liée au restockage des entreprises. À l'inverse, la dépense publique a ralenti et le commerce extérieur a amputé la croissance de 0,7 point de PIB au cours des deux premiers trimestres de l'année. Quant à la dépense des ménages, dont la croissance est totalement atone depuis 2023, elle s'est même légèrement contractée au 1<sup>er</sup> semestre 2025 ».*

Avec l'enclenchement progressif d'un cercle vicieux austéritaire (baisse des dépenses publiques et effondrement continu de l'investissement privé), les derniers postes qui soutenaient la croissance du PIB s'estompent. **En l'absence de changement profond, porté par un fort regain d'investissement public pour relancer l'activité du privé, la situation ne pourra qu'empirer.**

### **3) Les plus précaires sont les plus touchés par le déficit d'investissement**

Dans ce contexte morose, le nombre de chômeurs (au sens du BIT) croît de 100 000 personnes sur un an selon l'Insee, qui reconnaît également que *« la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, entrée en vigueur début 2025, n'a pour l'instant qu'un impact limité sur les principaux indicateurs du marché du travail »*. La baisse des créations d'emplois est générale et touche l'emploi intérimaire, souvent considéré comme un indicateur avancé du marché du travail : l'Unédic prévoit 60 000 destructions nettes d'emploi en 2025, après -23 000 en 2024. Selon l'OFCE, le taux

<sup>8</sup> La Banque centrale européenne a baissé ses taux d'intérêts, ce qui signifie que le coût de l'emprunt baisse. Cela est censé favoriser l'investissement des ménages et des entreprises.



de chômage poursuivrait sa hausse : après 7,4 % en 2024, il s'établirait à 7,6 % en 2025 et 8 % en 2026. La Commission européenne anticipe un taux de chômage de 8,2 % en 2027.

**Cette hausse du chômage s'inscrit dans un contexte déjà difficile pour les demandeurs d'emplois**, puisqu'au-delà des multiples réformes injustes de l'assurance chômage, les dispositifs d'aides à l'emploi se réduisent (-17 % entre 2024 et 2025), dont un milliard d'euros en moins pour les dispositifs d'insertion.

En 2026, les gains de pouvoir d'achat (mesurés par l'évolution du revenu réel par « unité de consommation ») devraient être nuls selon l'Insee<sup>9</sup>. Cela s'explique d'une part par la trop faible croissance des prestations sociales dans un contexte d'austérité budgétaire<sup>10</sup> et une masse salariale faiblement dynamique (les gains salariaux étant gommés par les destructions d'emplois).

#### **4) La dette publique, de l'utilité économique à la contrainte politique**

Le produit intérieur brut (PIB) mesure la valeur totale créée dans l'économie chaque année (c'est la somme de la valeur ajoutée dans tous les secteurs). Cependant, le débat public se concentre presque exclusivement sur le ratio dette/PIB, ce qui peut masquer des questions plus importantes.

<sup>9</sup> <https://www.insee.fr/fr/statistiques/8684437>

<sup>10</sup> Une politique d'austérité (ou politique de rigueur) désigne une politique économique de réduction importante des déficits publics, mise en œuvre au moyen de coupes budgétaires, de hausses d'impôts, ou des deux ; [https://fr.wikipedia.org/wiki/Politique\\_de\\_rigueur](https://fr.wikipedia.org/wiki/Politique_de_rigueur)

<sup>11</sup> Dans cette optique, les dépenses publiques viennent financer le coût économique, social et environnemental du maintien d'une approche financiarisée, dépendante d'une vision court-termiste des marchés financiers.

**La véritable question n'est pas seulement combien dépensent les gouvernements, mais aussi ce que ces dépenses accomplissent : renforcent-elles la résilience sociale, soutiennent-elles la transition écologique et l'autonomie stratégique, ou servent-elles simplement à rassurer les marchés financiers<sup>11</sup> ?**

Financièrement, lorsqu'on évalue la viabilité de la dette, ce qui importe n'est pas le ratio dette/PIB<sup>12</sup> (puisque c'est un indicateur stock/flux d'importance limitée à court terme) mais la charge annuelle des intérêts par rapport aux recettes publiques. **Les marchés financiers considèrent généralement la dette souveraine comme risquée uniquement lorsque les paiements d'intérêts dépassent 15 % des recettes, un seuil qu'aucun grand pays de l'UE n'atteint aujourd'hui.**

Des institutions telles que le FMI, l'OCDE et la Commission européenne utilisent également le ratio intérêts/recettes dans leurs analyses de soutenabilité de la dette, plutôt que le seul ratio dette/PIB.

**Le ratio de service de la dette dans l'UE, y compris en France, reste faible (voir graphique « Paiements d'intérêts pour la dette publique par an »), confirmant que les niveaux de dette publique<sup>13</sup> ne vont pas donner lieu à une crise de la dette souveraine.** Du fait de l'explosion de la capacité d'épargne des ménages depuis 2020 (6,2 points de PIB en moyenne au 1<sup>er</sup> semestre 2025) l'OFCE estime « *que la France ne présente pas de déficit extérieur courant [...], il est quasiment*

<sup>12</sup> La ratio dette/PIB est un critère politiquement important car il est pris en compte dans les règles budgétaires européennes, néanmoins il n'est pas économiquement le critère déterminant la soutenabilité de la dette publique.

<sup>13</sup> La durée de vie moyenne de la dette française (titres de créances négociables) est légèrement supérieure à 8 ans, cela signifie que la France renouvelle son stock de dette un peu plus d'une fois toutes les décennies ; <https://www.aft.gouv.fr/fr/node/452>

*impossible que la France soit face à un défaut de paiement car elle ne présente pas de déficit de financement vis à vis du reste du monde ».*

La situation budgétaire actuelle n'est critique que par rapport à des seuils arbitraires de dette et de déficit, purement quantitatifs et qui peuvent être discutés. Le problème est que cela empêche toute réflexion plus large sur l'utilisation de la puissance budgétaire pour réorienter les investissements vers les besoins fondamentaux comme stratégiques.

**Bien que la CFDT ne préconise évidemment pas un service de la dette plus élevé, ces données montrent clairement que la dette peut être utilisée comme une vision politique, plutôt qu'une nécessité économique.**

**La CFDT réaffirme que la maîtrise des dépenses publiques est un enjeu important, et porte par ailleurs une hausse de la taxation des plus riches pour obtenir de nouvelles recettes fiscales et réduire les inégalités** (pour rappel, la part des dépenses publiques/PIB a déjà baissé depuis 2017).

Sur le long terme, l'austérité budgétaire ne parvient pas à réduire le ratio de dette publique/PIB (113% du PIB en 2024, 115% en 2025, 118% en 2026), puisque ces politiques restrictives amputent la croissance économique. **La solution pour réduire la dette passe, au contraire par la relance économique soutenable, donc davantage d'investissement public et privé, ce qui implique la réforme des règles budgétaires européennes et un endettement commun européen, ainsi qu'une réduction de notre dépendance extérieure en matériaux et énergies toujours plus coûteux.**



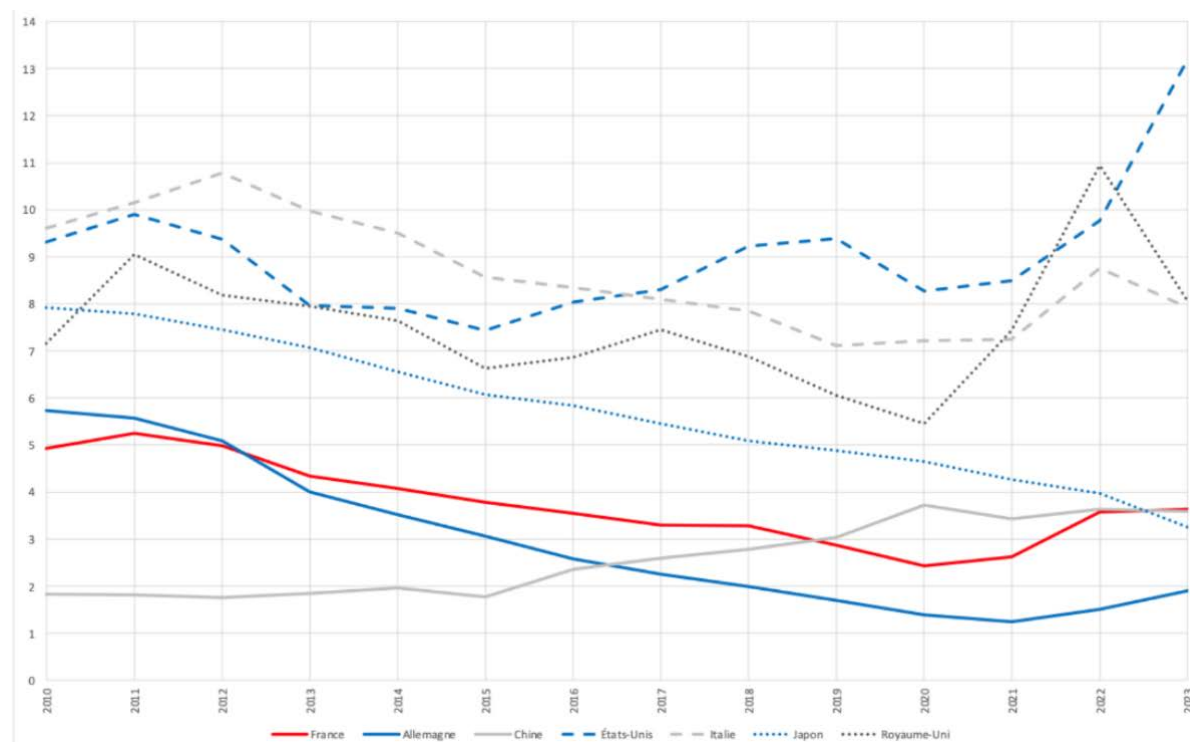
*Le niveau élevé de la dette publique ne doit pas empêcher une réflexion plus large sur l'utilisation de la puissance budgétaire.*

**À cause de son inertie politique, l'Europe considère la politique budgétaire comme une contrainte autonome.** Le gouvernement français se situe dans une position délicate vis-à-vis de ses partenaires européens (puisque son niveau de dette/PIB étant plus élevé que la moyenne de la zone euro), cela explique le fait que certains pays moins endettés considèrent que les règles communes sont les mêmes pour tout le monde et qu'avant d'envisager un endettement commun il faut qu'elles soient respectées.

**La CFDT revendique par ailleurs un approfondissement de l'endettement commun européen, qui permet de réduire le coût annuel de la dette pour la grande majorité des pays-membres de la zone euro.**

La France et l'Europe ne sont pas plus endettées que les autres grandes puissances économiques. En 2024, le déficit public de l'UE s'élevait en moyenne à -3,2 % du PIB (-5,4 % pour la France en 2025 et -5% en 2026), contre -7 % aux États-Unis, -7,4 % en Chine et -5,0 % au Japon selon l'OFCE. Alors que les États-Unis et la Chine mobilisent leurs budgets publics pour assurer la souveraineté industrielle, les contraintes que l'Europe s'est elle-même infligées limite les investissements dans l'énergie, les technologies propres et les secteurs stratégiques.

## PAIEMENTS D'INTÉRÊTS POUR LA DETTE PUBLIQUE PAR AN, EN POURCENTAGE DU REVENU DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES



Lecture :

- France en rouge
- Allemagne en bleu
- Chine en gris
- États-Unis en tirets bleu
- Italie en tirets gris
- Japon en points bleu
- Royaume-Uni en points gris

**Note et sources :** données disponibles de 2010 à 2023. Pour la comparabilité entre pays, nous nous appuyons sur l'indicateur WDI de la Banque mondiale « GC. XPN. INTP. RV. ZS » (« Paiements d'intérêts en % des recettes »), qui s'appuie sur les statistiques des finances publiques du FMI. Nous prenons les dernières observations disponibles pour chaque pays (principalement 2023 ; pour l'Allemagne et la Belgique, 2022 est la dernière en WDI au moment de l'extraction). Pour les vérifications et, si nécessaire, la reproduction des données par des sources européennes, on peut diviser les « intérêts à payer » (en part du PIB, source BCE) par les « recettes générales de l'État » (en proportion du PIB, source Eurostat) pour la même année.

Sources : Banque mondiale WDI (GC. XPN. INTP. RV. ZS) ; Portail de données de la BCE (intérêts à payer) ; Eurostat (recettes publiques).



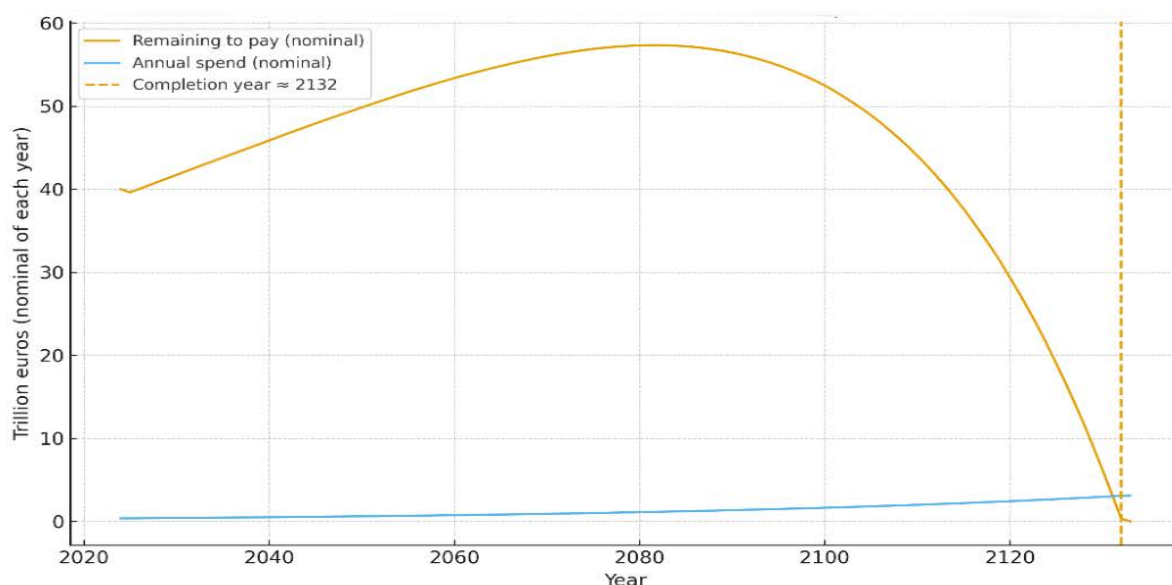
## 5) La transition écologique sera-t-elle financée un siècle trop tard ?

Il est aussi trompeur d'opposer justice sociale, ambition climatique et responsabilité fiscale. L'austérité sape à la fois la transition écologique, les services publics et la protection sociale, sans réduire le ratio de dette publique. L'objectif de neutralité carbone de l'UE d'ici 2050 nécessite certes la somme colossale de 40 000 milliards d'euros d'investissements cumulés, soit 13 fois le PIB allemand actuel, mais cela ne représente "que" 2 % du PIB européen par an. Ce qui manque, ce n'est pas l'espace budgétaire, mais la volonté politique : un financement coordonné au niveau européen et la mise en place de capacités institutionnelles adéquates, pour atteindre la croissance nécessaire de l'investissement dans la transition de 9 à 10 % par an (en termes réels).

En revanche, au niveau actuel d'investissement (370 milliards d'euros par an), l'UE n'atteindra le niveau d'investissement nécessaire qu'en 2133, soit **près d'un siècle trop tard**. Or le coût de l'inaction s'élève déjà à des dizaines de milliards d'euros chaque année en raison d'événements météorologiques extrêmes. Le véritable choix n'est pas entre dépenser et épargner, mais entre investir dans la résilience aujourd'hui ou payer un prix bien plus élevé demain – voire dès aujourd'hui (voir l'éclairage économique sur le Vénézuéla en annexe).

**Au-delà de la nécessité d'investissements colossaux, la CFDT porte une vision politique de la transition écologique, qui doit conduire à changer le mode de production**

### CE QU'IL RESTE À FINANCER POUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE AVEC LE NIVEAU ACTUEL D'INVESTISSEMENT (EN MILLIERS DE MILLIARDS D'EUROS)



Lecture :

- courbe orange continue = montant en milliers de milliards encore à payer
- courbe bleue = dépenses annuelles
- courbe orange pointillée verticale = année où les investissements nécessaires seront achevés (2133)

## CARACAS CLIMATIQUE : L'AGRESSION AMÉRICAINE AU VÉNÉZUELA, NOUVELLE ALERTE SUR LA DÉPENDANCE EUROPÉENNE AUX ÉNERGIES FOSSILES

La capture illégale du président vénézuélien Maduro par les forces armées américaines, sur ordre du président des États-Unis Trump, en violation de tout droit international, s'explique notamment par le fait que le Vénézuéla possède les plus grandes réserves pétrolières au monde. Mais est-ce que cela change quelque chose pour l'économie française ?

On ne le réalise pas simplement, mais l'économie française dépend encore à 70% d'énergies fossiles, si l'on considère à la fois l'énergie consommée sur le territoire (carburant des véhicules, chauffage des logements...), celle associée à nos importations de biens et services (biens électroniques fabriqués en Chine, vêtements synthétiques...), et celle contenue dans nos propres exportations. Ces énergies fossiles sont importées en totalité, et constituées à 90% de pétrole (surtout) et de gaz (beaucoup), ainsi que de charbon (de manière résiduelle).

Or les réserves pétrolières prouvées des principaux fournisseurs de la France sont en déclin pour la plupart (voir carte 1). Et depuis l'invasion russe de l'Ukraine, l'approvisionnement en gaz fossile est de plus en plus contraint et concentré sur les États-Unis, alors que la production de notre plus grand fournisseur (la Norvège) est elle aussi en déclin (voir carte 2). Le risque pour l'économie française de ces développements géologiques et géopolitiques (liés) est donc majeur, et très concret. Manquer de gaz (comme expérimenté récemment) et de pétrole peut bloquer tous les secteurs de la vie quotidienne, et les industries et emplois qui en dépendent.

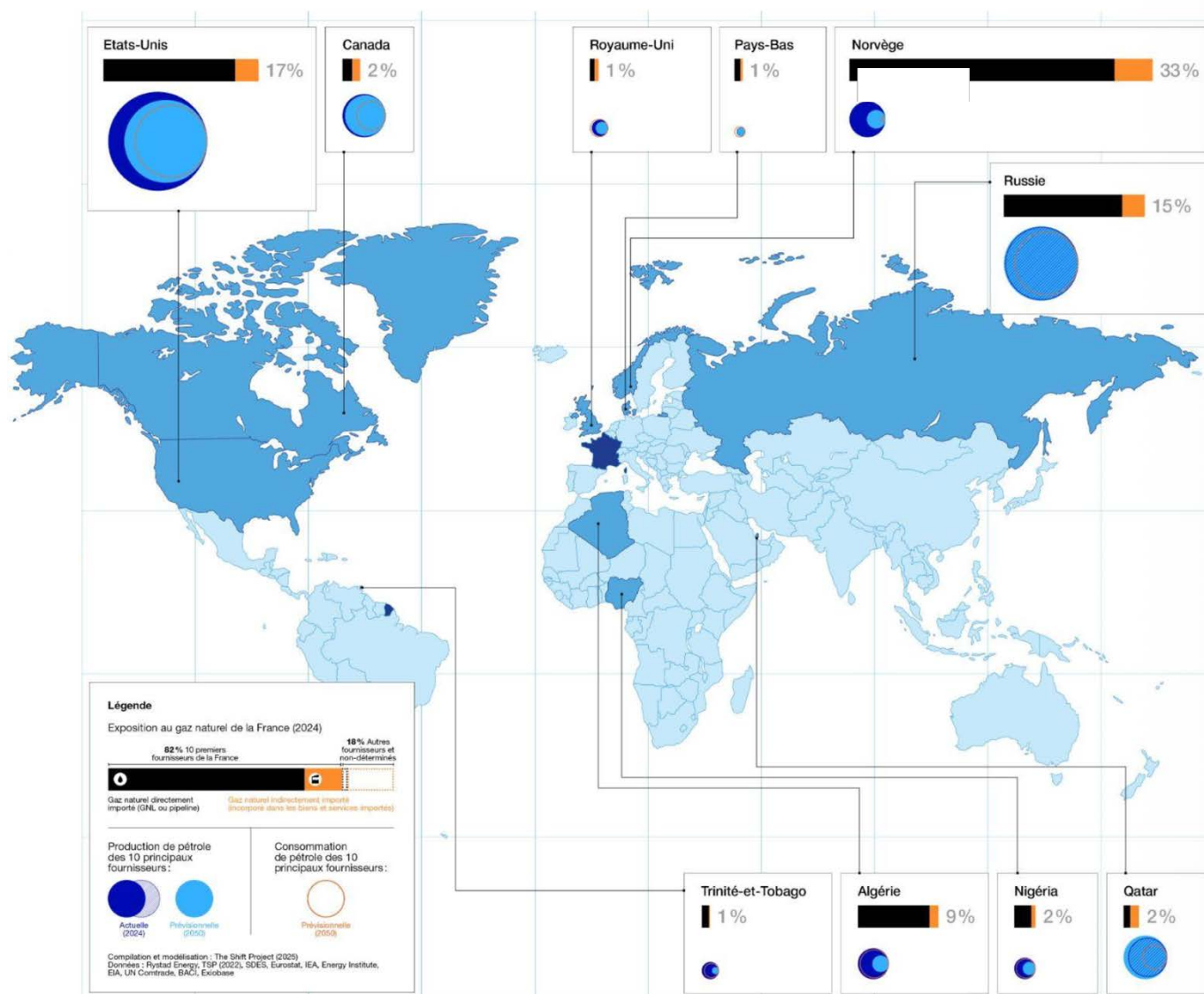
Le risque de chantage des pays producteurs s'est même déjà matérialisé. En octobre 2025, le Secrétaire d'État (« ministre ») américain à l'énergie et son homologue qatari envoyaient une lettre ouverte à tous les chefs d'État de l'Union Européenne pour les enjoindre à supprimer ou rendre inopérante la directive européenne sur le devoir de vigilance (directive dite « CS3D », qui vise à responsabiliser les entreprises en les obligeant à prévenir les risques environnementaux, sociaux et de gouvernance dans toute leur chaîne de valeur), sous peine de ne plus « pouvoir » les approvisionner en gaz et en pétrole.

Mais le statu quo sur notre dépendance fossile nous coûte déjà cher en pouvoir d'achat, budgétairement et en emploi. Le coût du gaz a déjà explosé et le pétrole est maintenu à un niveau élevé, maintenant la précarité énergétique, et rendant les nécessaires politiques de soutien, très coûteuses pour les finances publiques. Les importations de fossiles coûtent au total entre 40 et 60 milliards d'euros chaque année à la France. Autant d'argent qui sort donc du pays au lieu d'y être investi, notamment dans l'industrie...contribuant ainsi à un aggravement du déficit de la balance commerciale hors énergie et matériel militaire, autour de 40 milliards depuis 10 ans.

Au total, ce sont 3% de PIB qui manquent à la France chaque année, schématiquement, soit plusieurs centaines de milliers d'emplois.

Accélérer et massifier l'électrification des usages individuels comme industriels est plus que jamais une opportunité économique majeure. D'autant plus pour la France que les coûts de l'électricité y sont parmi les plus faibles des pays développés, notamment pour les entreprises, et que les instruments de taxation carbone se développent au niveau européen pour compenser l'avantage certain des États-Unis (grâce au gaz fossile) et de la Chine (charbon) notamment. L'impact climat est également majeur, notre mix électrique étant aussi parmi les plus décarbonés. Et l'autonomie stratégique ainsi gagnée permettra de redonner une position de force pour renforcer et étendre notre modèle social.

## L'EXPOSITION DE LA FRANCE AU GAZ NATUREL



**En 2024, plus de la moitié de la production mondiale de gaz naturel est concentrée aux États-Unis, en Russie et au Moyen-Orient. D'ici à 2050, ce monopole pourrait s'accroître davantage, la production de la Norvège, de l'Afrique et de l'Amérique du Sud apparaissant en déclin à cet horizon.**

Diversifier ses approvisionnements et rester libre du choix de ses fournisseurs de gaz naturel pourrait donc se complexifier. Même la Norvège, dernier grand producteur européen et principal fournisseur de la France, pourrait voir ses capacités d'exportation fortement décliner.

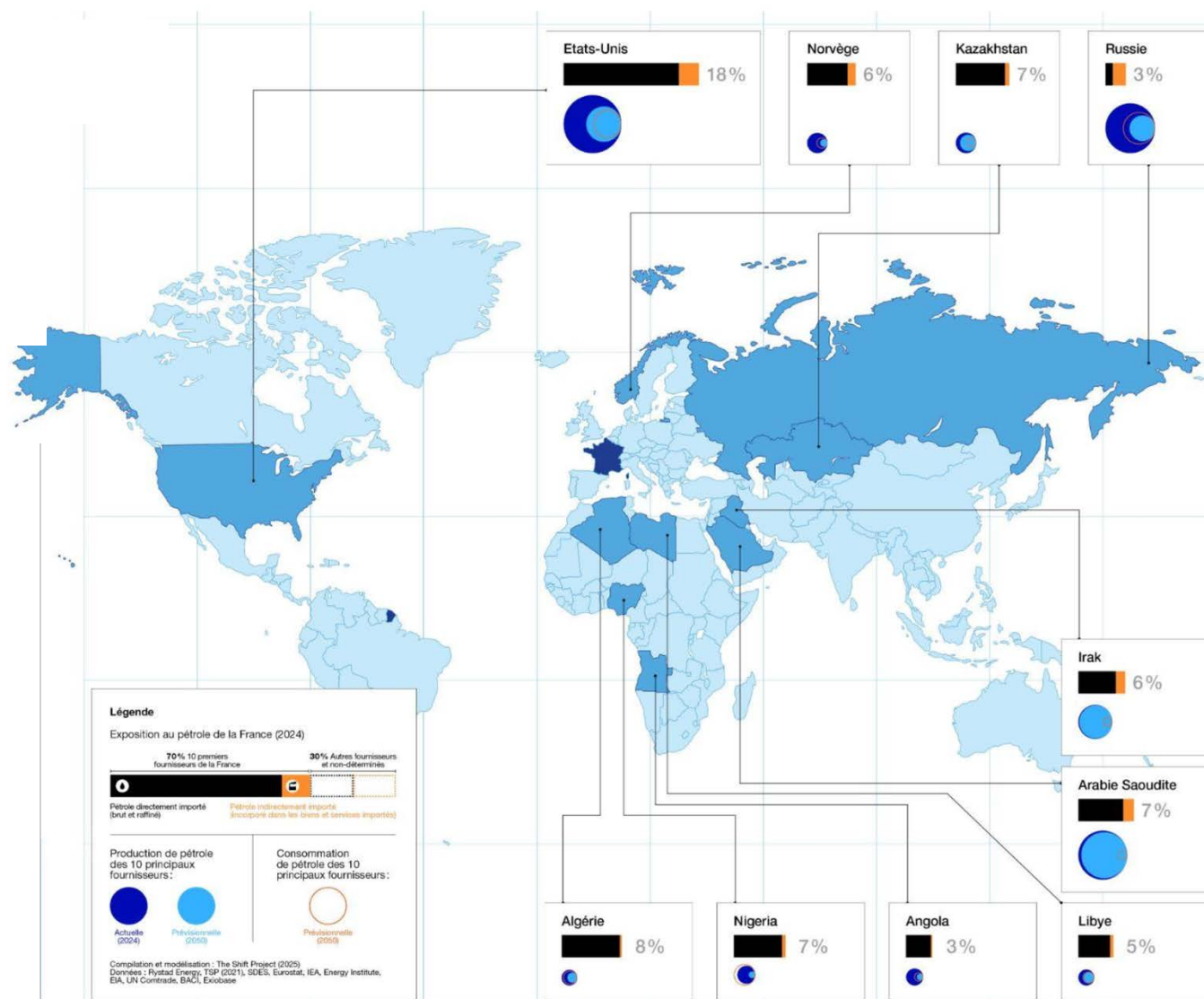
Dans une tendance de hausse mondiale de la demande en gaz, tout particulièrement des pays du Sud global, des risques d'éviction en défaveur de la France existent d'ici à 2050. A cela s'ajoutent des risques d'instrumentalisation de notre dépendance dans le cadre des rapports de force internationaux entre blocs de nations.

**Clé de lecture :** en 2024, la Norvège produisait 33% du gaz naturel importé par la France, directement ou indirectement lorsqu'il est incorporé dans les biens et services importés.

**Source : The Shift Project**

<https://theshiftproject.org/app/uploads/2025/11/RF-Souverainete-energetique-France.pdf>

## L'EXPOSITION DE LA FRANCE AU PÉTROLE



**7 des 10 principaux fournisseurs de pétrole de la France risquent de voir leur production fortement décliner d'ici à 2050. Les producteurs les moins à risque sont localisés au Moyen Orient et en Asie centrale.**

Le volume production de 6 d'entre eux (Algérie, Angola, Libye, Nigeria, Norvège, Russie) pourrait passer en dessous de leur propre volume de consommation, menaçant leurs capacités d'exportation et donc l'approvisionnement de la France.

Par ailleurs, la consommation du Moyen Orient, de l'Afrique et de l'Asie pourraient continuer d'augmenter d'ici à 2050, posant des risques d'éviction au détriment de la France.

Dans ces scénarios, l'écart croissant entre la production et la consommation de pétrole pourrait exacerber les tensions autour des approvisionnements à l'échelle mondiale. Cela rappelle que la dépendance à cette ressource peut être utilisée comme levier dans les rapports de force internationaux.

**Clé de lecture :** en 2024, les Etats-Unis produisaient 18% du pétrole importé par la France, directement (sous forme de brut ou de produits raffinés) ou indirectement (lorsqu'il est incorporé dans les biens et services importés).

**Source : The Shift Project**

<https://theshiftproject.org/app/uploads/2025/11/RF-Souverainete-energetique-France.pdf>



**CFDT – service économie et société**

Février 2026

Illustrations © Freepik

**Retrouvez les outils à destination  
des adhérents et militants CFDT  
dans l'espace documentaire  
du site CFDT.fr :**

**<https://www.cfdt.fr/espace-documentaire/>**

**... et d'autres notes économiques thématiques sur  
notre site web**, avec les chiffres-clés français,  
européens et de quelques grands pays  
du monde sur **déchiffrage(s)** : Population • Espérance  
de vie • Emploi • Chômage • Prix • Salaires • Recherche  
• Inégalités • Pauvreté • Production économique •  
Commerce extérieur • Finances publiques • Protection  
sociale • Environnement • Énergie